

**Palais de Justice de l'Île de la Cité
Restructuration du bâtiment B5 et de la Conciergerie**

**REALISATION D'UNE PRESTATION D'ÉTUDE GEOTECHNIQUE,
MISSION G4**

**DOCUMENT CONTRACTUEL VALANT ACTE D'ENGAGEMENT ET
CCAP**

Article 0. Objet du marché

Le présent marché porte sur la réalisation de missions G4 au sens de la norme **NF P 94-500**, dans le cadre de l'opération de restructuration du bâtiment B5 et de la conciergerie au Palais de justice de l'île de la cité.

Article 1. Prestataire

Je soussigné :

Premier contractant : candidat unique ou mandataire du groupement solidaire (~~rayez la mention inutile~~)

Nom :
Agissant pour le nom et pour le compte de la Société :
En qualité de :
Société _____ au capital de :
Ayant son siège social :
Téléphone :
Immatriculé le _____ à l'INSEE,
N° d'identité d'établissement (SIRET) qui exécute la prestation :
Adresse de l'établissement :
Code d'activité économique principale (APE) :
N° d'inscription au registre du Commerce et des Sociétés :
Adresse mail de la personne en charge du suivi administratif (facultatif) :

Deuxième contractant

Nom :
Agissant pour le nom et pour le compte de la Société :
En qualité de :
Société _____ au capital de :
Ayant son siège social :
Téléphone :
Immatriculé le _____ à l'INSEE,
N° d'identité d'établissement (SIRET) qui exécute la prestation :
Adresse de l'établissement :
Code d'activité économique principale (APE) :
N° d'inscription au registre du Commerce et des Sociétés :
Adresse mail de la personne en charge du suivi administratif (facultatif) :

- Après avoir pris connaissance des pièces contractuelles telles que listées à l'article 2 du présent AE-CCAP,

Et après avoir produit toutes les attestations prévues par le code de la commande publique ;

- **Affirme** (affirmons) sous peine de résiliation du marché, à nos torts exclusifs qu'aucune des personnes physiques ou morales pour lesquelles nous intervenons ne tombe sous le coup des interdictions visées dans le code de la commande publique ;
- **Déclare** (déclarons) sur l'honneur, que les prestations du marché seront réalisées avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L 3241, L3243 et L.1220 du Code du travail ;
- **M'engage** (nous engageons), sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations objet de la mission dans les conditions ci-après définies.

Le présent engagement ainsi présenté ne me lie toutefois que si le marché ne m'est notifié dans un délai de 180 jours à compter de la date limite de remise des offres.

Article 2. Pièces constitutives

Les pièces constitutives du marché, dont les exemplaires originaux conservés dans les archives du maître de l'ouvrage font seules foi, sont les suivantes, par ordre de priorité :

- **Pièces particulières (par ordre décroissant de priorité) :**

- Le présent document contractuel valant acte d'engagement et cahier des clauses administratives particulières (AE-CCAP) et ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire, qui n'est contractuel que pour les prix unitaires qui y figurent ;
- Le mémoire technique, remis par le titulaire dans son offre, qui n'est contractuel que pour les engagements allant au-delà des exigences des pièces ci-dessus.

- **Pièces générales :**

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Article 3. Prestations à exécuter par le titulaire

Les prestations sont décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).
Le prestataire participera à l'ensemble des réunions auxquelles il aura été convoqué par la maîtrise d'œuvre ou par la maîtrise d'ouvrage.

Le marché est décomposé en plusieurs tranches :

- **Une tranche ferme**, portant sur la réalisation d'une mission G4 au sens de la norme **NF P 94-500** dans le cadre du projet B5 et combles du B6 (sauf prestations relatives aux travaux insécables). Le contenu des travaux est précisé dans le CCTP.
- **Une tranche optionnelle 1** portant sur la réalisation d'une mission G4 au sens de la norme **NF P 94-500** relatifs aux travaux insécables. Le contour des travaux insécables est précisé dans l'annexe 3 à l'acte d'engagement.

Le maître d'ouvrage notifie le cas échéant la décision d'affermissement de la tranche optionnelle dans un délai de 24 mois maximum à compter de la notification du marché.

En cas de non-affermissement de la tranche optionnelle, aucune indemnité de débit ne sera versée.

En cas de retard dans l'affermissement de la tranche optionnelle, aucune indemnité de retard ne sera versée.

Article 4. Documents à produire / Connaissance des conditions d'exécution / vérifications et décision

Les documents à produire par le titulaire sont décrits dans le CCTP.

Le maître d'ouvrage mettra à disposition du titulaire les documents en sa possession qui seraient nécessaires à la réalisation des prestations.

Connaissance des conditions d'exécution des prestations :

Le titulaire est réputé avoir apprécié les conditions d'exécution des prestations et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités.

Le titulaire est réputé avoir examiné toutes les indications des documents du marché, s'être assuré qu'elles sont suffisantes et concordantes, et avoir obtenu, le cas échéant, tous les documents complémentaires auprès du pouvoir adjudicateur.

Délais de vérification :

La décision d'admission, d'ajournement, de réception avec réfection ou de rejet des documents ou avis telles que requis au titre des éléments définis au présent marché doit intervenir avant l'expiration d'un délai de 2 mois à compter de la date de réception par l'APIJ du document ou avis à réceptionner.

Par dérogation à l'article 29 du CCAG-PI, en cas de demande de modification du pouvoir adjudicateur des documents rendus par le titulaire, ce dernier dispose d'une semaine, sauf délai supérieur mentionné dans la demande, pour reprendre ses documents et en remettre de nouveaux.

L'absence de validation de l'APIJ dans le délai précité ne vaut pas validation tacite.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG-PI, le titulaire n'est pas informé des jours et heures fixés pour les vérifications.

Décision :

L'achèvement de chaque mission par le titulaire fera l'objet d'une décision d'admission, d'ajournement, de réception ou de rejet des documents, prise dans les conditions de l'article 29 du CCAG-PI, par l'APIJ, et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations. Cette validation peut être donnée par tout moyen.

Article 5. Durée du marché

Le présent marché est conclu pour une durée prévisionnelle de **60 (soixante) mois**, à compter de sa notification.

Durée de la tranche ferme : 60 mois.

Le maître d'ouvrage notifie la décision d'affermissement de la tranche optionnelle dans un délai de 24 mois maximum à compter de la notification du marché.

Durée de la tranche optionnelle 1 : 36 mois.

La durée du marché toutes tranches comprises est donc de 60 mois.

En cas de non-affermissement de la tranche optionnelle, le marché prendra fin après validation par le maître d'ouvrage du rapport final de la tranche ferme remis par le titulaire du marché.

En cas d'affermissement de la tranche optionnelle, le marché prendra fin après validation par le maître d'ouvrage du rapport final de la tranche ferme et de la tranche optionnelle remis par le titulaire du marché.

Article 6. Délais et pénalités

Le démarrage prévisionnel de l'intervention sur site est prévu à la notification du marché.

Délais et rappel des durées

- La durée prévisionnelle de la tranche ferme est de 60 mois à compter de la notification du marché
 - Le délai pour viser les études d'exécution et autres documents est de 1 semaine à compter de la réception des documents ;
 - Le délai pour diffuser le compte rendu de visite de chantier est de 2 jours à compter de la visite sur site ;
- La durée prévisionnelle de la tranche optionnelle est de 36 mois à compter de son affermissement.
 - Le délai pour viser les études d'exécution et autres documents est de 1 semaine à compter de la réception des documents ;
 - Le délai pour diffuser le compte rendu de visite de chantier est de 2 jours à compter de la visite sur site.

Le rendu du rapport final relatif à la tranche ferme (TF) ou à la tranche optionnelle devra intervenir au maximum 15 jours après la réalisation des derniers travaux soumis à contrôle.

Les échanges entre les parties (notification du marché, affermissement de la tranche optionnelle, validation, etc.) se feront par tous moyens (mails, courriers, Plateforme PLACE, etc.)

Pour chaque tranche (TF, TO1), en cas de retard du rendu correspondant, les pénalités sont à, par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI :

En cas de non-respect des autres délais	100 € par jour calendaire
En cas de retard de transmission d'un compte rendu de visite ponctuelle de chantier	100 € par jour calendaire
En cas de retard dans l'établissement d'un visa des documents d'exécution de l'entreprise	100 € par jour calendaire
En cas de manquement aux obligations rappelées à l'article 14 du présent AE-CCAP (*)	300 € par jour calendaire
En cas de manquement aux obligations rappelées à l'article 15 du présent AE-CCAP	300 € par constat
Cas où le représentant du pouvoir adjudicateur est informé par un agent de contrôle de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 et L 8221-5 du Code du travail	1000 € par situation irrégulière constatée
En cas de non-respect des obligations contractuelles de confidentialité détaillées à l'article 12 du présent AE CCAP	500 € par manquement
En cas de dissimulation ou non déclaration dans le délai précisé à l'article 12 du présent AE CCAP de tout incident touchant aux obligations de confidentialité	500 € par jour calendaire de retard

(*) En cas de manquement aux obligations rappelées au présent AE-CCAP, le pouvoir adjudicateur mettra parallèlement en demeure le titulaire de lui transmettre ces pièces. A défaut de transmission de ces pièces dans le délai imparti, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire.

Absence de déclaration de changement de domiciliation bancaire du titulaire :

L'absence de déclaration de changement de domiciliation bancaire se verra sanctionnée de pénalités dont le montant sera égal aux intérêts moratoires induits par le retard de paiement qui en aura résulté.

Pénalités – Généralités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, le titulaire ne sera exonéré d'aucune pénalité sauf décision expresse du pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant total des pénalités n'est pas plafonné. Ces pénalités pourront, le cas échéant, se cumuler.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard ou de l'absence ou du manquement et sans que le titulaire ne soit invité à faire ses observations. Le nombre de jours de retard sera obtenu par différence entre la date de remise du document et la date limite.

Prolongation des délais

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG-PI, le titulaire peut bénéficier des dispositions de l'article 13.3.1 du CCAG-PI si le pouvoir adjudicateur constate la survenance d'événements faisant obstacle à l'exécution de sa mission dans le délai contractuel.

L'importance de la prolongation de délais est débattue entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur. La décision est prise par celui-ci et notifiée au titulaire.

Article 7. Prestations similaires

Le représentant du maître d'ouvrage se réserve la possibilité de passer un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence avec le titulaire pour l'achat de prestations similaires aux prestations décrites au présent marché, dans les conditions de l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

Article 8. Sous-traitance

8.1 Acceptation d'un sous-traitant

La demande d'acceptation d'un sous-traitant, élaborée conformément aux articles R.2193-1 et R.2193-2 de code de la commande publique, indique la nature et le montant des prestations que j'envisage de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, le nom de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance, et le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement.

Chaque document constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Le montant des prestations que le titulaire envisage de sous-traiter conformément à ces annexes est récapitulé dans le tableau ci-après.

Nature de la prestation sous -traitée	Nom du Sous-Traitant	Montant de la prestation sous -traitée TVA incluse
TOTAL		

Conformément à l'article R.2193-1 du code de la commande publique, toute notification de cession ou de nantissement relative au présent marché sera faite auprès de l'Agent Comptable de l'APIJ.

8.2 Sous traitance en cours de marché

Pour la déclaration de sous-traitants en cours de marché, il sera fait application des dispositions R.2193-3 et R.2193-4 du code de la commande publique.

En cas de sous-traitance déclarée en cours d'exécution du marché, l'acte spécial de sous-traitance, ou tout acte spécial modificatif, pourra être notifié par mail avec accusé réception.

Article 9. Prix des prestations

9.1 Conditions générales

L'offre a été établie sur la base des conditions économiques en vigueur indiquée à la page 2 du présent document.

Les modalités de variation des prix sont fixées à l'article 10.2 du présent document.

9.2 Montant du marché

Il s'agit d'un marché à prix global et forfaitaire. Les prestations et travaux seront rémunérés par application des prix forfaitaires figurant à la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF).

Le montant forfaitaire de la **tranche ferme** est de :

Montant € HT	€ HT
TVA à 20 %	€
Montant total € TTC	€ TTC

Montant arrêté en toutes lettres toutes taxes comprises :

Le montant forfaitaire de **la tranche optionnelle 1** est de :

Montant € HT	€ HT
TVA à 20 %	€
Montant total € TTC	€ TTC

Montant arrêté en toutes lettres toutes taxes comprises :

Le montant forfaitaire de **global du marché (toutes tranches comprises)** est de :

Montant € HT	€ HT
TVA à 20 %	€
Montant total € TTC	€ TTC

Montant arrêté en toutes lettres toutes taxes comprises :

Les prix sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces prestations. Il est réputé comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations du marché y compris les frais de déplacements, les frais d'hébergement, les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au prestataire une marge pour risques et bénéfices.

Article 10. Modalités de règlement

10.1 Module de gestion financière

Les demandes de paiement d'acompte par le titulaire (calcul des décomptes et des acomptes) seront calculées, diffusées et échangées à l'aide du service électronique de traitement, d'archivage et d'échanges d'informations EDIFLEX.

L'utilisation de ce système retenu par le maître d'ouvrage est obligatoire pour le titulaire.

La facture électronique est mise en œuvre selon les conditions du Décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique.

Le système sera utilisé dès sa mise en place pour l'établissement des pièces justificatives des acomptes et du solde (calcul des coefficients de révision, état de la révision, état de la T.V.A.).

10.2 Variation des prix

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précisé en deuxième page de l'acte d'engagement. Ce mois est appelé mois zéro ou encore « mois m_0 ».

Les prix sont révisibles suivant les modalités fixées ci-après.

La périodicité de révision des prix suit celle des acomptes.

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour la révision du prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index d'ingénierie I publié par l'institut national de la statistique et des études économiques.

Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul de l'acompte versé le mois n est donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 (I_n - 4 / I_0 - 4)$$

dans laquelle I_0-4 et I_n-4 sont les valeurs prises par l'index de référence I du marché, respectivement quatre mois avant le mois zéro et quatre mois avant le mois au cours duquel les prestations sont exécutées.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur

10.3 Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés, en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements.

Conformément aux articles 259, 279, 296 et 298 du Code Général des Impôts, la taxation sur la valeur ajoutée (T.V.A) s'appliquera au lieu de situation de l'ouvrage immobilier à réaliser, à savoir la France métropolitaine.

10.4 Délai global de paiement

Le délai global de paiement maximum imparti au représentant du pouvoir adjudicateur pour procéder au règlement des acomptes et du solde est fixé à 30 jours à compter de leur réception.

Le titulaire devra avertir sans délai le pouvoir adjudicateur de tout changement de domiciliation bancaire et produire à cette fin les justificatifs correspondants.

Le dépassement du délai prévu ci-dessus fait courir de plein droit et sans autre formalité, au bénéfice du titulaire, des intérêts moratoires, au taux et selon la réglementation en vigueur.

10.5 Acomptes

Le titulaire peut demander des acomptes mensuels au prorata des prestations réellement exécutées, dans la limite de 80% du montant de la tranche considérée.

10.6 Décompte périodique

La demande d'acompte est établie par le titulaire dans EDIFLEX. Elle indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le commencement du marché jusqu'à la phase considérée et le prix évalué en prix de base hors T.V.A.

Cette demande d'acompte est envoyée à la personne publique. Les situations et les pièces qui accompagnent la demande d'acompte seront transmises sous forme dématérialisées via le site Chorus Pro <https://chorus-pro.gouv.fr/>. Pour déposer une facture le n° de SIRET de l'APIJ 180 092 256 00023, le n° d'engagement juridique (fourni à la notification du présent marché) sont obligatoires.

Le mode règlement est le virement administratif.

Cette demande de paiement comprendra au minimum les informations suivantes :

- Nom et N° du marché
- la désignation de la ou des missions concernées ainsi que des prestations réalisées correspondant au montant facturé
- Le numéro d'EJ
- Le SIRET de l'APIJ (180 092 256 00023)

Le projet de décompte ainsi complété devient alors le décompte.

Le montant de l'acompte à verser au titulaire est déterminé par le pouvoir adjudicateur qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

- a) le montant du décompte ci-dessus établi en prix de base,
- b) l'effet de la révision appliquée sur le montant a) ci-dessus,
- c) l'incidence éventuelle du remboursement de l'avance
- d) les pénalités et réfections éventuelles
- e) l'incidence de la TVA,
- f) le montant total de l'acompte à verser ; ce montant étant la récapitulation des postes - a), b), c), d) et e) ci-dessus.

Le pouvoir adjudicateur accepte, rectifie ou complète la demande de paiement du titulaire.

Par dérogation à l'article 11.7 du CCAG-PI, le montant de la somme à régler au titre des acomptes, qu'il soit ou non différent du montant figurant dans la demande de paiement, n'a pas à être notifié au titulaire.

Par dérogation à l'article 11.7 du CCAG-PI, le solde n'est pas notifié au titulaire du marché sauf en cas de désaccord sur le montant des prestations exécutées ou sur l'application de pénalités ou de réfections.

10.7 Vérification -solde - décompte final

Après exécution des prestations de la dernière tranche, le titulaire adresse au pouvoir adjudicateur une demande de solde, sous forme de projet de décompte final.

Le pouvoir adjudicateur vérifie le projet de décompte final et applique en tant que de besoin les pénalités de retard prévues au présent marché.

10.8 Décompte général - montant du solde

Le pouvoir adjudicateur établit le décompte général qui comprend :

- a) le décompte final ci-dessus,
- b) la récapitulation du montant des décomptes périodiques,
- c) le montant en prix de base du solde ce montant étant la différence des postes - a) et b) - ci-dessus,
- d) l'effet de la révision appliqué sur le montant ci-dessus,
- e) l'incidence de la T.V.A.
- f) le montant du solde à verser au titulaire, ce montant étant la récapitulation des postes - c), d) et e) - ci-dessus
- la récapitulation des acomptes périodiques et du solde
- le montant du décompte général est égal au résultat de cette dernière récapitulation.

10.9 Paiements

Les modalités de règlement des comptes du marché sont spécifiées à l'article 10 ci-avant.

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit des comptes ci-après :

En cas de paiement sur des comptes distincts : Coordonnées bancaires de chaque membre du groupement

1er CONTRACTANT : MANDATAIRE

☐ **COLLER LE RIB**

Deuxième contractant

 **COLLER LE RIB**

En cas de compte unique : Coordonnées bancaires du titulaire ou du groupement

COLLER LE RIB

Modification des coordonnées administratives

En cas de modification administrative (modification des coordonnées bancaires, du numéro SIRET) en cours d'exécution du marché, le titulaire doit impérativement, dans les plus brefs délais, notifier ce changement par courrier à l'attention de la personne en charge de l'opération (et fournir le RIB en cas de modification des coordonnées bancaires).

10.10 Avance

L'option B prévue à l'article 11 du CCAG PI est retenue.

Conformément aux dispositions des articles R2191-3 à R2191-5 du Code de la commande publique, une avance sera versée au titulaire, sauf en cas de refus par celui-ci, précisé dans le présent AE CCAP.

Le paiement de l'avance intervient, sans formalités, dans le délai de 30 jours à compter de la date de notification du marché ou de l'affermissement de chaque tranche optionnelle.

Le montant de l'avance est égal à 5% (10% pour les TPE/PME) du montant de la tranche concernée.

Son montant ne sera ni révisable, ni actualisable.

En cas de cotraitance avec paiements séparés, le présent article s'appliquera à chacune des parts de la répartition visée à l'acte d'engagement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants dans les conditions fixées par les articles R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

☐ *Je refuse de percevoir l'avance*

☐ *J'accepte de percevoir l'avance*

Le candidat doit indiquer s'il est une micro, une petite ou une moyenne entreprise (entreprises qui occupent moins de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 millions d'euros ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 43 millions d'euros), au sens de l'article R.2151-13 du Code de la commande publique.

☐ Oui

☐ Non

Article 11. Propriété intellectuelle

L'option retenue concernant l'utilisation des résultats et précisant les droits respectifs du pouvoir adjudicateur en la matière est l'option B, telle que définie aux articles B 25 à B 25-4 du CCAG-PI.

En complément des dispositions de cet article, il est précisé que le titulaire cède au pouvoir adjudicateur le droit de reproduire et de représenter les résultats dont il est l'auteur et qui résultent de l'exécution des prestations du marché.

Ce droit comprend :

- Le droit de reproduire et/ou de représenter tout ou partie des résultats, notamment sous forme de cliché photographique et sur tout support, notamment papier, électronique, numérique ou tout autre, actuel ou futur et ce pour toute destination et/ou exploitation non commerciale ;
- Le droit d'adapter, modifier, transformer, faire évoluer, en tout ou en partie les résultats.

Le pouvoir adjudicateur est autorisé à exercer les droits de reproduction et de représentation ci-dessus énoncés dans un but non commercial, afin d'illustrer des plaquettes qui pourront être diffusés pour ses besoins propres, mais également par d'autres administrations.

La cession de ces droits est consentie à titre gratuit pour toute la durée de protection des droits d'auteur sur le territoire français.

Article 12. Droits et obligations – confidentialité

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants, au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, fichiers, études, documents et décisions dont il a eu ou aura connaissance durant l'exécution du marché, dont la divulgation serait préjudiciable à la sécurité du projet. Sauf précision contraire du pouvoir adjudicateur, tous les documents remis au titulaire sont réputés confidentiels.

Le titulaire s'engage donc à respecter les obligations suivantes :

- s'interdire, sauf autorisation de l'APIJ, toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise ou diffusion de documents à des tiers ;
- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles strictement nécessaires à l'exécution du marché ;
- ne pas utiliser les documents et informations communiquées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- prendre les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat, via notamment l'utilisation de dispositifs de verrouillage des ordinateurs et de cryptage des données ;
- prendre toutes les mesures de sécurité pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent contrat, via notamment l'emploi d'armoires fortes, de mise sous alarme et de gardiennage des locaux ;
- signaler au représentant du pouvoir adjudicateur, dans les 24 heures suivant la constatation de l'incident, toute défaillance de ce dispositif (perte ou vol de documents dont le caractère secret lui aura été notifié ou intrusion malveillante dans le système informatique) ;

- procéder, en fin de contrat, à la destruction de tous les fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies ;
- remettre au représentant du pouvoir adjudicateur une attestation de destruction desdits fichiers.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraît utile pour constater le respect des obligations précitées.

En cas de non-respect des dispositions précitées, et indépendamment des pénalités et sanctions prévues à l'article 6 du présent AE-CCAP, la responsabilité du titulaire pourra également être engagée sur la base des dispositions de l'article 226-13 du Code Pénal.

Article 13. Assurance

Le titulaire devra être titulaire d'une police destinée à garantir sa responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le pouvoir adjudicateur à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait ou à l'occasion de sa mission en cours d'exécution ou terminée.

Dès notification du marché, le titulaire s'engage à adresser au pouvoir adjudicateur son attestation d'assurance de responsabilité civile de droit commun valable dès le début de sa mission jusqu'à la fin de son intervention et le même document en ce qui concerne les sous-traitants et ce, dans un délai de 10 jours.

Le non-respect de ces obligations en cours de l'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le pouvoir adjudicateur, sans indemnisation.

Le candidat s'engage à maintenir la validité du contrat d'assurance RC pendant toute la durée d'exécution du présent marché.

Article 14. Dispositions relatives au travail dissimulé

Le titulaire du marché est tenu de remettre au maître d'ouvrage, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché les pièces prévues par les articles D 8222-5 du Code du travail s'il est établi en France, et D 8222-7 à D 8222-8 s'il est établi à l'étranger.

Le titulaire du marché est tenu de remettre également au maître d'ouvrage conformément à l'article D 8254-2 du Code du travail, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, qu'il soit établi en France ou à l'étranger, la liste nominative des salariés étrangers employés par lui et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L 5221-2 du Code du travail. Cette liste précise pour chaque salarié :

- sa date d'embauche
- sa nationalité
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail

Afin de remplir cette obligation, l'APIJ a souscrit, à la plateforme en ligne E ATTESTATIONS en vue de simplifier et sécuriser la collecte des attestations officielles de ses opérateurs économiques.

Cette plateforme permet aux opérateurs économiques de déposer régulièrement leurs attestations en toute sécurité ; le recours à cette plateforme est gratuit pour les opérateurs économiques.

Un système de relance mail rappelle le besoin de mise à jour des documents en temps voulu, et permet ainsi d'être en parfaite légalité.

Cette obligation s'étend à ses co-traitants et à ses sous-traitants.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition.

Article 15. Obligations du titulaire au titre du détachement de salariés

Si le titulaire du marché est établi hors de France et détache un ou plusieurs salariés, il doit remettre au maître d'ouvrage, avant chaque début de détachement une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-3-1, R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ainsi qu'une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-2 du Code du travail.

Article 16. Résiliation du marché

Le marché pourra être résilié dans les conditions fixées à l'article 20 et/ou aux articles de 29 à 36 du CCAG- PI.

16.1 Arrêt des prestations

En application de l'article 20 du CCAG-PI, la prestation peut être arrêtée au terme de chaque mission du marché définie au CCTP, celles-ci étant assimilées à des parties techniques au sens de l'article précité.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations prévue à l'article 12 du présent CCAP emporte résiliation du marché sans indemnité

16.2 Exécution aux frais et risques du titulaire

Conformément à l'article 36 du CCAG-PI ou CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

16.3 Non remise/inexactitude de documents

En outre, en cas d'inexactitude des documents et renseignements fournis conformément aux articles R2143-3 et R2143-6 à 10 du Code de la Commande Publique, le marché sera résilié aux torts du titulaire et sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, sans mise en demeure.

Le marché peut également être résilié aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, avec exécution des prestations à ses frais et risques, en cas de non remise au pouvoir adjudicateur des documents prévus aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8254-2 du Code du travail et/ou si celui-ci n'a pas apporté la preuve de la régularisation de sa situation au regard des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 et L 8221-5 du Code du travail.

Article 17. Règlement des différends

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, celles-ci s'obligent préalablement à rechercher les voies d'un accord amiable dans le cadre de l'article 37 du CCAG-PI.

A défaut, la juridiction à saisir est le Tribunal administratif de Melun.

Article 18. Dérogation aux documents généraux

Par dérogation aux articles 1^{er} et 38 du CCAG PI, il n'est pas prévu d'article récapitulant les dérogations du présent document au CCAG auquel il se réfère.

Fait en un seul original

A _____, le

Signature du titulaire ou, en cas de groupement, des cotraitants

Acceptation de l'offre

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement

L'autorité responsable des marchés
Le Kremlin Bicêtre, le

Date d'effet du marché (à remplir par le pouvoir adjudicateur)

Reçue notification du marché, le

- reçue en main propre (joindre le bordereau de remise de l'AE)
- reçue par voie postale ou par voie dématérialisée (joindre l'accusé de réception)

ANNEXE 1 : Acte spécial de sous-traitance

ANNEXE 2 :

TABLEAU DE REPARTITION DE LA REMUNERATION DES COTRAITANTS

Désignation de la mission		Prix de la mission	Mandataire (à renseigner)	Co-traitant 1 (à renseigner)
Tranche ferme				
Tranche optionnelle				
TOTAL	H.T.	- €		
T.V.A	20%	- €		
TOTAL T.T.C.		- €		

ANNEXE 3 :

Identification des travaux insécables, objet de la tranche optionnelle